

Soutien à l'éducation togolaise

**LE PDG DE CECO GROUPE OFFRE 1000
TABLES BANCS ET UN IMPORTANT LOT
DE KITS SCOLAIRES AUX ELEVES ET
COLLEGES DU TOGO** *P. 4*



TOGOREV

TR 167 du 04 Nov. 2014

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Présidentielle 2015/ L'Opposition enterre définitivement la dynamique unitaire

**JEAN PIERRE FABRE SE FAIT INTRONISER
CANDIDAT UNIQUE EN L'ABSENCE DES
POIDS LOURDS DE L'OPPOSITION** *P 3*

CAP 2015 ou la double baignade du candidat de l'ANC dans le même fleuve



L'intégration sous régionale en marche

**FAURE GNASSINGBE ET DRAMANI
MAHAMA INAUGURENT LE POSTE DE
CONTROLE JUXTAPOSE DE NOEPE** *P 2*

Recrutement des agents techniques
à l'Office Togolais des Recettes

**LA DERNIERE
LIGNE DROITE
AMORCEE** *P 5*



Ces Présidents africains qui tentent des révisions
constitutionnelles pour s'éterniser au pouvoir

**BLAISE CAMPAORE
ET FAURE GNASSINGBE,
L'IMPOSSIBLE COMPARAISON** *P 2*

Rapport « Doing Business 2015 » *P 5*
LE TOGO FAIT DES PROGRES IMPRESSIONNANTS

**Renforcement des capacités des acteurs des
Médias à Kpalimé**

**LE CONAPP FORME SUR LA NECESSITE DE LA
PROFESSIONNALISATION DE LA PRESSE** *P 2*

Transition confuse au Burkina-Faso

APRES SON RETRAIT A TEMPS POUR EVITER
UN BAIN DE SANG, BLAISE COMPAORE
APPELLE LE PEUPLE BUKINABE A
PRESERVER LA PAIX ET L'UNITE

Depuis vendredi 31 octobre le Burkina-Faso est entré dans une période transitoire. Le Président Blaise COMPAORE, poussé dehors par une grande manifestation populaire le jeudi et vendredi dernier, s'est réfugié en Côte d'Ivoire. Le pouvoir d'abord réclamé par deux militaires, respectivement par le lieutenant colonel ZIDA Isaac, numéro 2 de la garde présidentielle et le Général TRAORE, chef d'état major est désormais assumé par le lieutenant colonel ZIDA. Pour l'heure aucun indice n'a été donné sur la durée de la transition et sur l'organisation de l'élection présidentielle. Hier encore, des milliers de Ouagalais étaient dans la rue pour réclamer le transfert du pouvoir aux civils. A l'issue de cette gigantesque manifestation une rencontre a réuni les leaders des partis politiques de l'opposition et les représentants de la société civile autour du Lieutenant colonel ZIDA.

Tout a commencé avec le projet de modification de la constitution pour permettre au Président sortant Blaise COMPAORE de se représenter pour un nouveau mandat après 27 ans au pouvoir. Les choses sont ensuite allées très vite. Mais pour beaucoup d'observateurs, même si on peut reprocher à Blaise COMPAORE la tentative de modification de la constitution qui a mis le feu aux poudres, on salue son courage, et sa lecture de la situation qui ont conduit à sa

APPEL DU PRÉSIDENT COMPAORÉ

*Peuple burkinabè, filles et fils du Faso, amis du Burkina Faso
J'ai accepté de rendre ma démission de la Présidence du
Faso. J'ai décidé de quitter le Pouvoir face à la tragédie que
courait mon pays.*

J'ai refusé de voir couler le sang de mes compatriotes, le sang des filles et fils du Burkina Faso.

J'ai quitté le Pouvoir bien que Président démocratiquement élu, légal et légitime, en vertu du droit constitutionnel du Burkina Faso. Pour sauvegarder les acquis de notre évolution démocratique et notre progrès socio-économique.

J'ai quitté le Pouvoir parce que l'intérêt supérieur du Burkina Faso passe au dessus de tout y compris de ma personne.

A la stabilité de la sous région ouest-africaine, à l'Afrique, à la paix internationale, j'ai constamment essayé de donner le meilleur de moi-même. Je voudrais à cet instant grave pour l'avenir de notre pays d'abord m'incliner devant la mémoire De tous les morts occasionnés par cette crise sordide.

Je voudrais remercier les militants du CDP, mes collaborateurs, tous les Burkinabè, très nombreux qui ont continué, même dans l'épreuve, à me faire confiance et surtout ont su faire preuve de retenue.

Je salue le courage de mes proches et partisans humiliés et dont les biens ont été pillés et incendiés. J'admire l'humilité de tous les Burkinabè qui sont restés attachés à la paix. Que tous demeurent en prière pour notre pays afin que de l'union sincère des cœurs, l'avenir des générations futures ne soit



démision. Certes, la décision de sa démission est intervenue après qu'on ait dénombré des morts, mais il a su éviter un bain de sang inévitable s'il s'accrochait au pouvoir. Suivant de près la situation dans son pays, l'ancien homme fort du pays des hommes intègres a livré un message dans lequel il invite les populations à préserver la paix et l'unité. Il parle de pardon envers ceux qui l'ont trahi. Voici pour nos lecteurs l'intégralité de ce message.

Pablo ZOUBE

pas hypothéqué par cette crise.

J'implore à cet instant les filles et les fils du Burkina Faso, en vertu des valeurs d'intégrité et de pardon qui régissent nos traditions à s'unir comme un seul homme autour de l'intérêt supérieur du pays, pour que la paix et la démocratie règnent au plus vite.

Je demande aux filles et fils du Faso de s'unir, même contre moi, pour que l'essentiel soit sauf. J'accepte s'il le faut d'être l'agneau du sacrifice de l'union nationale. Sauvez le pays, préservez-le. Je vous le demande de toutes mes forces.

*Aux puissances étrangères notamment les USA et la France
je dis ma reconnaissance. A l'Union Africaine, à la CEDEAO, je
dis ma gratitude.*

Notre sous-région ouest africaine a plus que jamais besoin du soutien de la communauté internationale pour garantir son intégrité et la paix.

Burkinabè de tous âges, unissez vous, unissons nous pour la patrie, pour que demain nos paroles fassent honte à nos actions.

Enfin je pardonne sincèrement à tous et même à ceux là qui ont failli et m'ont trahi. J'en appelle au pardon de tous.

J'accepte d'avance toutes les vexations qui vous paraîtront nécessaires. Mais de grâce restez unis. Vive le peuple burkinabè. Que dieu protège le Burkina Faso.

Blaise COMPAORE

L'intégration sous régionale en marche
FAURE GNASSINGBE ET DRAMANI
MAHAMA INAUGURENT LE POSTE
DE CONTROLE JUXTAPOSE DE
NOEPE



Hier lundi 03 octobre, les présidents du Togo Faure Gnassingbé et du Ghana John Dramani Mahama ont inauguré le poste de contrôle juxtaposé de Noépé à la frontière entre les deux pays. La cérémonie s'est déroulée en présence de Désiré Kadré Ouédraogo, président de Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de Nicolas Berlanga Martinez, ambassadeur de l'Union Européenne au Togo.

La construction de ce poste s'inscrit dans la logique d'intégration souhaitée par les Etats membres de l'organisation régionale. Il permettra la libre circulation des biens et des personnes et facilitera la création d'un espace économique entre les deux pays. « Il ne peut y avoir de communauté économique sans une libre circulation des biens et des personnes. Le poste juxtaposé est l'exemple de ce qui doit être fait », a souligné M. Ouédraogo.

Pour Nicolas Berlanga Martínez, l'ambassadeur de l'Union européenne au Togo, l'intégration régionale est l'un des moteurs essentiels pour la stabilité politique, la paix, le développement durable et la réduction de la pauvreté en Afrique de l'ouest. Selon lui, l'intégration régionale ne peut être atteinte sans le développement de l'intégration des marchés qui passe par la suppression des barrières commerciales, la mise en œuvre effective des politiques régionales, le renforcement des institutions régionales, la mise à disposition d'infrastructures adéquates, notamment l'énergie et les télécommunications et la mise en œuvre de réformes des législations et de réglementations.

Financé par l'Union européenne à hauteur de 7 milliards de Fcfa, Noépé facilitera les formalités douanières et commerciales entre le Togo et le Ghana.

La Rédaction

Renforcement des capacités des acteurs des Médias à Kpalimé
LE CONAPP FORME SUR LA NECESSITE DE LA PROFESSIONNALISATION DE LA PRESSE



Une quarantaine de patrons de la presse togolaise venus des cinq régions du Togo étaient en formation du 28 au 30 octobre à l'Hotel Ivans Piazza de Kpalimé. Cet atelier placé sous le thème « Journalisme-Nécessité d'un Professionnalisme », est une réponse que le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) apporte à l'une des préoccupations majeures qui est d'ailleurs prise en compte dans son plan stratégique 2014/2015 portant essentiellement sur « l'Appui et l'Accompagnement à la Professionnalisation des Organes de Presse ».

Plusieurs communications relatives notamment à l'histoire de la presse, à la pratique journalistique dans les pays du Nord, à la problématique africaine de la presse et au statut du journaliste togolais ont été animées dès le premier jour par d'imminentes personnes ressources issues des milieux de la presse panafricaine et internationale (TV5 Monde, Jeune Afrique et REUTERS) ainsi des hautes instances du corps judiciaire togolais. Un premier panel qui a permis aux participants d'aborder avec plus de facilité les grands thèmes relatifs aux défis de la professionnalisation. La déontologie du métier, l'éthique et les difficultés de la presse ont été suffisamment traités par les formateurs avant l'ouverture des échanges sur la nécessaire mutation de la presse panafricaine, l'importance des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la pratique journalistique aujourd'hui. La formation a débouché sur la nécessité de refonder la presse en général et celle du Togo en particulier. Une presse locale qui est de plus en plus confrontée aux difficultés d'ordre organisationnelle et financière ce qui la rend plus vulnérable à la crise qui frappe les médias à travers le monde.

« Nous devons nous battre pour sortir de cette ornière d'entreprises embryonnaires dans laquelle nos différents organes de presse sont confinés depuis une vingtaine d'années, cela passe par notre professionnalisation. C'est le premier défi à relever et c'est précisément ce professionnalisme qui nous rendra crédible et productif. » estime pour sa part Jean Paul AGBOH Ahoueleté, Président du CONAPP. Sous sa direction la plus grande organisation togolaise des patrons de presse, forte de plus de 80 membres, s'est inscrite dans une dynamique de renforcement de capacité des patrons de presse. L'atelier de Kpalimé succède à une autre formation organisée, il y a trois semaines à Lomé autour des exigences du monde des entreprises et le développement des compétences managériales.

German POULI



Depuis la destitution, suivie du départ inattendu et dans les conditions très peu enviables du Président Blaise Compaoré, de nouveaux prophètes dans certains coins du Togo prédisent le même destin à plusieurs présidents, surtout ceux qui projettent ou organisent déjà discrètement ou publiquement la mise en œuvre des procédures de révision des lois fondamentales dans leurs pays respectifs. On peut bien comprendre la mise en garde des présidents Kabila de la RDC, Denis Sassou Nguesso du Congo Brazzaville, des Présidents Burundais et rwandais et les soupçons

d'une improbable tentative de modification constitutionnelle par Yayi Boni au Bénin. Mais comparer Campaoré au président togolais est une méconnaissance totale des réalités togolaises. Faure Gnassingbé qui n'a que neuf années à son compte de président, contrairement au désormais ex Président du Faso, jouit d'une réelle popularité que ses opposants n'ont pas vu venir. Jeune et discret comme la majorité de la population togolaise, le Président Faure Gnassingbé a su, par son courage, sa capacité à innover et sa volonté de réconcilier et développer son pays, mettre d'accord une grande majorité des togolais qui sont unanimes pour qu'il poursuive son œuvre de reconstruction. L'usure du pouvoir et le défaut d'adhésion populaire ne frappent pas encore le jeune président. Son patronyme est le seul argument de campagne de dénigrement dont disposent ses opposants aujourd'hui pour espérer faire taire ses prouesses. Heureusement que des législatives de 2007 à celles de juin 2013, les trois dernières élections ont montré que les togolais accordent une confiance de plus en plus grandissante au Président Faure et à son nouveau parti politique vieux de seulement deux ans et demi.

La Rédaction

R Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI COMITÉ DE RÉDACTION Didier ASSOGBA Patrick NIMA Pégy Paul KATASSOLI SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aïssata TOURE SECRÉTARIAT Carole AGHEY Rose NYUIADZI INFOGRAPHIE AHIALE Raphaël CARICATURE	DODZI DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tél: 22 36 18 56 ADRESSE 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE Tél.: 22 61 12 19 /22 36 18 56 90 02 76 54 E-mail: togoreveil@togoreveil.info TIRAGE 4000 Exemplaires IMPRIMERIE La Colombe
---	---

Présidentielle 2015/ L'Opposition enterre définitivement la dynamique unitaire

JEAN PIERRE FABRE SE FAIT INTRONISER CANDIDAT UNIQUE EN L'ABSENCE DES POIDS LOURDS DE L'OPPOSITION

CAP 2015 ou la double baignade du candidat de l'ANC dans le même fleuve

Le vendredi 31 Octobre dernier, Jean Pierre Fabre, candidat de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a été désigné candidat unique du conclave CST/Arc-En-Ciel pour la présidentielle de 2015 au Togo. Une intronisation sans saveur, car visiblement, l'heureux bénéficiaire de cette confiance collective, avait mauvaise conscience, celle de n'avoir pas réussi à réunir autour de lui, les partis les plus importants et les plus crédibles qui auraient pu faire de cette candidature un évènement majeur dans la longue lutte de l'opposition vers l'alternance au Togo. Devant le boycott de cette assise par les poids lourds (CAR, ADDI, UFC, SURSAUT NATIONAL), seuls huit (8) partis étaient présents pour cette désignation. En dehors du PDP de Bassabi Kagbara, le seul parti qui peut prétendre représenter quelque chose avec un seul député à l'assemblée nationale, les six autres partis politiques présents à ce conclave, sont de véritables coquilles vides. Pour preuve aucun de ces partis n'a recueilli suffisamment de voix des électeurs lors des dernières législatives pour être digne d'avoir un représentant dans l'hémicycle. Ce sont donc des partis extraparlimentaires sans aucune véritable assise nationale qui se sont alignés derrière le leader de l'ANC.

La plupart des poids lourds de



l'opposition (CAR, ADDI, UFC et SURSAUT TOGO) avec une forte représentation au parlement de plus de treize (13) députés ont tout simplement boycotté ce conclave qui accouche donc d'une souris. Comme pour avouer l'échec de l'initiative de la candidature unique des deux regroupements, Jean Pierre Fabre, dans son allocution de fin de conclave, est revenu rappeler les vertus et la nécessité de faire l'alternance avec la précieuse contribution de tous, surtout celle des absents à qui il a lancé un appel pour rejoindre la dynamique. « Les portes de Jean Pierre Fabre » étant toujours ouvertes comme il l'a rappelé à cette occasion qui a vu naître le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015).

« Jean Pierre Fabre s'est baigné deux fois dans la même fleuve » ironise un membre d'ADDI qui explique que ce choix n'est qu'une seconde désignation du candidat de l'ANC par son propre parti, les autres, en dehors du poids plume que

représente le PDP, n'étant que des figurants incapables d'impacter effectivement l'élection de Jean Pierre Fabre dans un scrutin à un tour.

Pour les militants de l'opposition et les observateurs avisés, la conclusion de ce conclave est la preuve que l'opposition togolaise travaille contre ses propres intérêts et qu'elle n'est pas prête pour l'alternance.

A qui la faute ?

Ce conclave qui a tenu à poursuivre ses travaux avec un CST incomplet et une Coalition Arc-En-Ciel vidée de sa sève, signe la fin de la dynamique unitaire. C'est la conclusion à laquelle sont parvenus tous les togolais au grand dam de leurs militants. Tout comme le Parti des Togolais, les autres partis politiques de l'opposition désigneront dans les prochains jours les « candidats

uniques ». Une multitude de candidats qui, dans un scrutin à un tour, balise définitivement le terrain pour la victoire du candidat de UNIR, quel qu'il soit, à la prochaine présidentielle.

L'effritement prévisible de l'opposition et ses conséquences, elles aussi suffisamment prévisibles lors de la présidentielle de 2015, laissent libre cours aux supputations. Pour les militants de l'ANC, leur parti étant le plus important de l'opposition avec seize (16) députés à l'assemblée nationale, les autres qui ont boycotté ce choix et qui rassemblent à eux quatre treize (13) députés n'avaient qu'à s'aligner derrière leur leader.

Les autres qui reprochent à Jean Pierre Fabre son manque de charisme et son incapacité à se montrer rassembleur, se fondent également sur la roublardise et le

refus de partager les fruits de la victoire collective après l'expérience de la liste commune CST qui a permis à ce collectif d'obtenir dix-neuf (19) sièges à l'assemblée nationale. La gestion de cette victoire collective marquée d'abord par la mise à l'écart du parti OBUTS lors du partage des sièges, la constitution du groupe parlementaire ANC/ADDI à la place d'un groupe parlementaire CST et finalement l'exclusion de l'ADDI dans le processus de désignation des représentants de l'opposition au sein de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), tous ces évènements ont durement éprouvé la confiance des partis crédibles de l'opposition qui ne comptent plus désormais s'aliéner pour ne récolter qu'ingratitude et désenchantement. Seuls les leaders qui ne représentent rien et qui n'ont rien à perdre se sont alignés derrière la candidature du leader de l'ANC.

A qui la faute sinon à toute cette opposition togolaise qui n'a jamais rien su faire ensemble depuis les années 90 et la transition démocratique qu'elle a conduit dans une dérive totale avec les conséquences qui ne connaissent de rectification que depuis 2007 et les premières élections reconnues transparentes et crédibles.

Germain POULI

Vision croisée sur le Togo

LA CECITE DE JEAN PIERRE FABRE CORRIGEE PAR LE PRAGMATISME DU MAGAZINE JEUNE AFRIQUE

« Au Togo, tout est à faire...les conditions de vie des populations se sont dégradées, et donc tout est à faire : les infrastructures routières, les infrastructures scolaires... »,

J. P. FABRE

« Le pays a changé. On y fait moins de politique. Les priorités sont davantage économiques et sociales »,
Jeune Afrique

Il y a quelques semaines, au sortir du congrès de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), à l'issue duquel Jean Pierre Fabre a été désigné candidat de l'ANC à l'élection présidentielle de 2015, il a été reçu sur RFI. Au cours de cet entretien, le leader de l'ANC a dressé un tableau apocalyptique de son pays comme s'il n'y résidait pas. Quelques jours plus tard, le lundi 27 octobre, il a reçu une belle et docte réplique de la part du magazine Jeune Afrique, dont on connaît le professionnalisme et le sens critique à l'égard des économies africaines, qui note des changements majeurs tant sur le plan politique qu'économique.

Sur RFI, Jean Pierre FABRE qui déclarait par des termes à peine voilés être le candidat unique de l'opposition à la prochaine présidentielle a dressé son programme en ces termes : « Beaucoup de choses –changerons – (NDLR) parce qu'au Togo tout est à faire. Il y aura certainement l'édification d'un Etat de droit et surtout l'amélioration des conditions de vie des populations togolaises. ». Il a en outre qualifié la situation du Togo de plus sournoise, plus féroce, déclarant que « la dictature s'est renforcée... », les conditions de vie des populations togolaises se sont dégradées et donc tout est à faire : les infrastructures routières, les infrastructures sanitaires... ». C'est à croire que Jean Pierre Fabre souffre soit de cécité ou il refuse de voir tous les changements intervenus au Togo depuis 2005, tant sur les plans politique, économique et social. Le magazine Jeune Afrique N°2807-2808 a une vision toute autre de la situation du Togo ; vision basée sur des critères objectifs. « Le pays a changé. On y fait moins de



politique. Les priorités sont davantage économiques et sociales », constate l'envoyé spécial à Lomé.

Si le Togo n'est pas (encore) Singapour, les choses s'améliorent. Les nouvelles sont encourageantes : l'augmentation du volume d'activités du port de Lomé est un signe de la reprise et le contexte général semble plus favorable à la création d'emplois, notamment pour les jeunes. Par ailleurs, le boom de la microfinance dénote un esprit d'entreprendre inconnu jusqu'ici.

Jeune Afrique souligne que si le président Faure Gnassingbé met si peu d'empressement à faire reluire la marque Faure dans les médias, son challenger, Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), ne se prive pas d'occuper le terrain.

Pablo ZOUBE

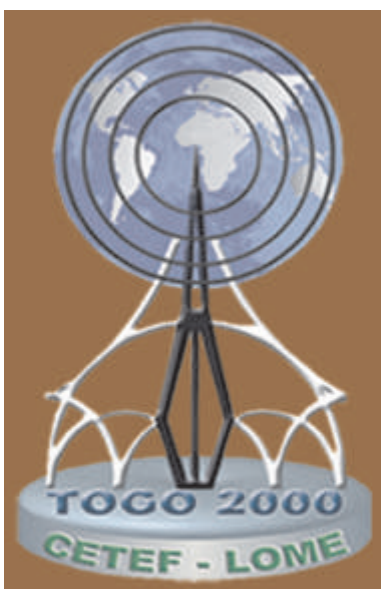
Mesure de prévention de tout risque d'apparition du Virus Ebola au Togo

LA 12E FOIRE INTERNATIONALE DE LOME REPORTEE

Dans le souci de protéger la population togolaise contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, le Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé (CETEF) a repoussé la 12e Foire Internationale de Lomé. Initialement prévu du 21 au 08 décembre prochain, elle a été alors repoussée à une date ultérieure selon un communiqué du CETEF.

La décision du report de la 12e FIL a été difficile à prendre mais face aux menaces de Ebola dans la sous-région, les organisateurs ont préféré protéger la vie des populations. A entendre, la Ministre du Commerce et du Secteur Privé, Mme Bernadette LEGZIM-BALOUKI, cette décision est tombée après de nombreuses discussions avec le ministère de la santé. « Avec tout ce que nous entendons sur Ebola, nous avons pris contact avec le ministère de la Santé pour en discuter et voir les dispositions à mettre en place pour rassurer les exposants et les visiteurs et pour gérer, le cas échéant, un porteur du virus. Après de très nombreux échanges avec ceux favorables au maintien de la Foire et ceux préférant son report, nous avons décidé de l'annuler par mesure de précaution sanitaire. Il y va de la santé de la population et des visiteurs. », a-t-elle expliqué.

Ce report est un manque à gagner



non seulement pour l'Etat, mais aussi pour le secteur privé, les industriels, les commerçants. Toutefois, les organisateurs rassurent qu'il est possible d'organiser une nouvelle édition avant fin 2015 si l'épidémie faiblit ou disparaît en fin d'année ou l'année prochaine. « Nous comprenons le désarroi des uns et des autres. Nous allons prendre des dispositions pour réparer les préjudices causés. », a-t-elle rassuré.

Hubert LENOIR

Soutien à l'éducation togolaise

LE PDG DE CECO GROUPE OFFRE 1000 TABLES BANCS ET UN IMPORTANT LOT DE KITS SCOLAIRES AUX ELEVES ET COLLEGES DU TOGO



Le don du Groupe CECO évalué à plus de 30 millions de francs CFA et réceptionné par le ministre, est destiné à appuyer les élèves et établissements les plus défavorisés des cinq régions du Togo. Composé de tables bancs, de cahiers, de sacs d'écoliers et autres instruments essentiels à l'apprentissage en milieu scolaire, ce don a été symboliquement remis par M. Constantin AMOUZOU, PDG du Groupe CECO au gouvernement pour qu'une répartition, selon les besoins, soit faite au profit des bénéficiaires. Le donateur qui n'est pas à sa première action dans la promotion de l'excellence et de l'éducation de qualité au Togo, explique ce grand geste par les nombreuses sollicitations reçues. Pour le compte de cette rentrée scolaire 2014/2015, le groupe CECO a offert il y a quelques semaines déjà un nouveau bâtiment scolaire d'une valeur de 25 millions de francs CFA aux villages d'Atiho et d'Agbaté dans les environs d'Agbélouvé. Depuis l'année dernière, le groupe CECO a signé un partenariat avec les Universités de Lomé et de Kara, partenariat grâce auquel, le PDG

Constantin AMOUZOU offre des bourses d'étude entière aux trois meilleurs étudiants dans plus d'une dizaine de filières dans l'enseignement supérieur. Le groupe qui est l'un des meilleurs pourvoyeurs d'emplois avec plus de 3700 employés, entend par ses multiples actions, contribuer à la formation de cadres et agents dont l'entreprise et le monde du travail en général ont besoin. Par ce geste, cette grande entreprise spécialisée dans le Bâtiment, les Travaux Publics, les Mines, l'Agriculture et l'Élevage entre autres, entend également apporter son soutien aux efforts du gouvernement dans le secteur de l'éducation. En réceptionnant ce don, le ministre Florent MANGANAWÉ s'est déclaré ému parce que c'est la première fois que le secteur de l'éducation reçoit d'un coup une telle quantité de tables bancs. En remerciant le Groupe CECO et tous les autres partenaires qui appuient les efforts du gouvernement dans la formation de la jeunesse, le ministre a émis le vœu que les autres entreprises opérant au Togo emboîtent le pas au

Groupe CECO. Le préfet de Sotouboua, dans son intervention a mis un accent spécial sur la taille de cette contribution du Groupe CECO à la promotion de l'éducation au Togo. Se fondant essentiellement sur les tables bancs, le Préfet TAKOUDA Bléza a estimé que « Les 1000 tables bancs permettront à 2000 élèves de s'asseoir confortablement cette année pour suivre les cours, dans cinq ans ces mêmes tables bancs auront servi à la formation de 10 000 élèves et de 20 000 élèves dans les dix prochaines années. », ce qui dénote concrètement de l'importance de la cérémonie de ce jour.

L'évènement qui a eu lieu en présence d'une forte communauté d'élèves venus de certains établissements de la ville de Sotouboua, s'est achevé une visite guidée des plus hautes autorités présentes au chantier de Cité Esperanza, un ambitieux projet immobilier initié par le Groupe CECO. Les hôtes de cette cérémonie se sont aussi attardés à la ferme d'élevage et au Centre Medico-Social du groupe du Groupe CECO à Sotouboua.

Germain POULI

L'évènement est de taille et méritait le déplacement du ministre Florent MANGANAWÉ des Enseignements Primaire et Secondaire au siège social du Groupe CECO à Sotouboua. L'immense esplanade du siège de cette grande entreprise était exigüe

pour accueillir ce lundi 30 octobre 2014, les personnalités et populations de la localité qui sont venus apporter un cachet spécial à cette cérémonie officielle de remise de 1000 tables bancs et de dizaines de milliers de kits scolaires au profit de l'éducation

COMMUNIQUE DE PRESSE

LANCEMENT DES PHASES 2 ET 3 DU GUICHET UNIQUE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR AU TOGO (Lomé, le 29 octobre 2014)



Dans le cadre de l'exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo, le Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé a le plaisir d'informer les acteurs de la communauté du commerce extérieur notamment :

- le Commissariat des Douanes et Droits Indirects ;
- le Port Autonome de Lomé ;
- le Conseil National des Chargeurs du Togo ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo ;
- les consignataires ;
- les manutentionnaires ;
- les transitaires ;
- les transporteurs ;
- les structures publiques et privées
- les banques

du lancement le jeudi 06 novembre 2014 à 10 heures par la SEGUCE Togo des phases 2 et 3 du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo en l'occurrence :

- la Phase 2 : relative au dégroupage de BL, au transfert et dépotage de conteneur en MAD et au traitement des véhicules – transfert vers les parcs et sortie ;
- la Phase 3 : relative aux trafics Vrac et Conventionnel.

Nous rappelons que tous les conteneurs à l'import (mise en consommation ou en transit) en sortie complets ou dépotés dans l'enceinte portuaire sont tenus de

respecter les procédures du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE), en l'occurrence l'obtention du Bon A Sortir (BAS) pour quitter le terminal à conteneurs et constat d'enlèvement pour la sortie définitive du port.

Par ailleurs, depuis le samedi 25 octobre 2014 le règlement du Document de Frais Unique (DFU) peut s'effectuer auprès des Banques dédiées (UTB et ECOBANK) avec un chèque unique certifié à l'ordre de la SEGUCE Togo.

Pour tout renseignement, s'adresser à la SEGUCE Togo :

- Par téléphone au 22 20 69 20 ou au 22 23 90 00 ;
- Par e-mail : support@segucetogo.tg ;
- Auprès de notre support fonctionnel situé, rue Gbaga, quartier Ablogamé, Lomé.

Heures d'ouverture :

- lundi à Vendredi de 07H 30 à 18H 00
- samedi de 08H 30 à 12H 30.

Le Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur privé et la SEGUCE Togo remercient les acteurs de la communauté du commerce extérieur pour leurs bonnes compréhensions.

Visitez le site de la SEGUCE Togo au : www.segucetogo.tg

Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo

Rue Gbaga - Quartier Ablogame

www.segucetogo.tg - BP 2024 - Lomé, République du Togo

Tel : +228 22 23 90 00 / 22 20 69 20

Recrutement des agents techniques à l'Office Togolais des Recettes LA DERNIERE LIGNE DROITE AMORCEE

Le processus de recrutement des agents techniques de l'Office Togolais des Recettes est dans sa dernière ligne droite depuis la proclamation des résultats du test écrit le vendredi 24 octobre dernier. Afin de mieux éclairer l'opinion publique sur le déroulement des opérations, le Commissariat des services généraux a tenu hier une conférence de presse au siège de l'institution. Suite aux échanges, M. Tchodié Kokou Philippe, Commissaire des services généraux a porté à la connaissance des hommes de médias les plus fins détails du processus. Ainsi, sur les 14.000 candidatures initiales, 952 candidats ont été retenus pour passer le test oral final qui se tiendra la semaine prochaine. Ce test, « un peu en contradiction avec celui écrit, sera beaucoup plus basé sur le contour de la personnalité des candidats que sur leurs aptitudes professionnelles » a-t-il précisé. Il a ensuite rappelé le caractère objectif et transparent du processus : « Depuis son institutionnalisation, l'Office

Togolais des Recettes a prôné une politique de transparence totale et de tolérance zéro. C'est sur les traces de cette même logique que le comité technique de recrutement fonctionne... »

Démarré depuis ?dernier, le recrutement des agents techniques de l'OTR a enregistré initialement au total 14.000 candidatures ; sa particularité réside dans la simplicité des mécanismes et dans la prise en compte par l'Office de la cherté de la vie. Ainsi, les candidatures sont acceptées sur simples copies des diplômes et attestations ; les légalisations ne seront vérifiées qu'à la phase finale c'est-à-dire lors du test oral de la semaine prochaine. Les critères retenus sont des plus souples. Il suffit d'être titulaire d'une licence dans le domaine spécifié, d'avoir au plus 35 ans à la fin de cette année ainsi que de disposer de la nationalité togolaise. Après étude des divers dossiers, 8395 ont été retenus cumulativement aux postes souscrits et sur ce chiffre 5458 ont effectué le test écrit qui a



fait l'objet des résultats du vendredi passé. M. Tchodié a précisé que les Questions à choix multiples ont été privilégiées lors du test écrit composé selon les références internationales en la matière et que la dernière promotion de l'Ecole

Nationale d'Administration a été quasiment retenue pour le test écrit.

Ce processus de recrutement permettra à l'Office Togolais des Recettes de pourvoir à 529 postes soit, 254 agents affectés au

Commissariat des impôts, 88 agents au Commissariat de la douane ; les autres candidats retenus seront répartis entre le Commissariat général et les services généraux.

Démocrate

Rapport « Doing Business 2015 » LE TOGO FAIT DES PROGRES IMPRESSIONNANTS



Le rapport « Doing Business 2015 » a été lancé par la Banque Mondiale le 29 octobre dernier. Au Togo, ce lancement a été suivi de prêt par les autorités notamment le Premier Ministre Séléagodji AHOOMEY-ZUNU, les membres du gouvernement, les ambassadeurs accrédités au Togo, le secteur privé, et les acteurs des réformes sur le climat des affaires à travers une visioconférence.

Après l'impressionnant progrès fait dans le rapport de 2014, le Togo n'a pas dormi sur ses lauriers. Les autorités ont poursuivi des réformes concernant la procédure de création d'entreprise, le transfert de propriété, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des impôts ; le tout en vue d'améliorer le climat des affaires. Toutes ces réformes ont alors propulsé le Togo à la 149e place dans le rapport « Doing Business 2015 » réalisant un meilleur score par rapport à la 164e place qu'il a occupée en 2014. Pour que le Togo gagne 15 places pour se positionner à la 149e place, il a simplifié le processus de création d'entreprise, en permettant au guichet unique de publier des avis de constitution et en supprimant l'obligation d'obtenir une carte d'opérateur économique. Le transfert de propriété a été simplifié avec l'abaissement du taux de la taxe d'immatriculation de la propriété. Les autorités ont aussi renforcé la protection des actionnaires

minoritaires, en introduisant des exigences plus importantes en matière de divulgation des transactions avec les parties liées au conseil d'administration et en rendant possible aux actionnaires l'inspection des documents relatifs aux transactions précitées. Le taux des impôts de l'impôt sur les salaires a été également réduit. Pour le Premier Ministre, ces résultats ont été possibles grâce à la « volonté politique réelle affirmée par le chef de l'Etat qui a permis au gouvernement de conduire ces réformes en collaboration avec le secteur privé ». La ministre du Commerce et du secteur privé a pour sa part rassuré que le gouvernement va maintenir le cap et poursuivre les réformes nécessaires. « Nous allons continuer à réformer, notamment dans les domaines dans lesquels nous n'avons pas été assez performants », a-t-elle affirmé.

Il faut noter que dans le rapport « Doing Business 2015 », l'Afrique subsaharienne a le plus progressé par rapport aux autres régions du monde. En ce qui concerne les 5 pays d'Afrique subsahariens qui ont le plus progressé, 4 sont de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le rapport Doing Business est un facteur important dans l'éligibilité d'un pays au Millenium Challenge Account. Avec ce progrès le Togo a augmenté ses chances d'éligibilité à ce programme.

Londou KAWANA

Préparatifs d'une présidentielle apaisée LE TOGO A ACCUEILLI UNE MISSION D'EVALUATION DES ENJEUX EN MATIERE ELECTORALE

La présidentielle de mars 2015 avance à grand pas. Et, même si les informations autour de l'organisation de cette présidentielle laissent croire que le Togo compte les organiser sur fonds propre comme pour les dernières législatives de juillet 2013, le gouvernement ne compte ménager aucun effort pour lui assurer un caractère transparent, juste et équitable. Une mission d'évaluation des enjeux en matière électorale, sur demande des autorités togolaises afin d'avoir l'assistance des Nations Unies pour la préparation de la présidentielle dans des conditions idéales s'est achevée en début de semaine dernière. Conduite par Akinyemi Adégbola, ladite mission était chez le premier ministre, Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, le mercredi 29 octobre dernier pour lui rendre compte des détails des activités effectuées et des recommandations pour un processus électoral apaisé.

« Cette mission est une mission qui vient à la suite des requêtes qui ont été formulées par le gouvernement togolais au Nations Unies pour que celles-ci accompagnent le Togo dans la préparation des élections de 2015 », a expliqué Akinyemi Adégbola.

Au cours de son séjour, la mission a permis à l'équipe conduite par Akinyemi Adégbola de rencontrer toutes les parties prenantes afin de préparer le terrain pour

les élections, à travers la formulation de recommandations que le gouvernement devra prendre en compte pour garantir la paix et la stabilité du pays.

« Nous avons bien conduit la mission, rencontré toutes les parties prenantes et jugé important de venir rendre compte au premier ministre de nos contacts, de nos constats, et de certains de nos recommandations que nous comptons faire auprès des autorités pour améliorer le processus électoral de 2015 », a insisté le chef de la mission.

Pour les autorités togolaises, même si l'organisation des élections sur fonds propre constitue une affirmation de la souveraineté du Togo, le pays ne saurait se passer de la collaboration et de l'assistance technique de ses partenaires. Déjà en 2013, les élections législatives avaient été supervisées par l'institut Gorée du Sénégal et par beaucoup d'autres organisations sous régionales et internationales.

Pour l'heure, le processus électoral suit son cours normal, avec la mise en place des institutions notamment, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dirigé par Issifou Tafa Tabiou. Les élections présidentielles devraient se tenir dans le premier trimestre de 2015.

Paul KATASSOLI



COMMANDEZ CHEZ ISBELLE: 97 32 93 79

Victime du braquage à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema

**LE VENERABLE SUPREME EVANGELISTE
FERDINAND ETSE HOUNKPATI
CONDUIT A SA DERNIERE DEMEURE**

Londou KAWANA

Célébration de la Toussaint

LES CHRETIENS SE SONT SOUVENU DES DEFUNTS

La Rédaction

Badjem'na DJAONA (Stagiaire)

BIMOD 228

Biennale de la mode au Togo

Edition 2014

17 AU 23
NOVEMBRE

DÉFILÉS DE MODE
ATELIER DE FORMATION
DISTINCTIONS HONORIFIQUES

22 NOVEMBRE
GRANDS DÉFILÉS DE GALA
HÔTEL SARAOKWA

Ministère de la Communication, de la Culture,
des Arts et de la Formation Cinéma

VLISCO
SINCE 1846

PLATINE
Communication

HÔTEL SARAOKWA

CFAO MOTORS

SODIGAZ SA

TOGO PRESSE

AMINA

Tendances

afrikafashion

BRUNE

Togo Couleurs

Orabank

Bolloré
AFRICA LOGISTICS

Lutte contre les Violences Basées sur le Genre LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES CAPACITES DES RESPONSABLES DES CENTRES D'ECOUTE ET DE CONSEIL



Pour être plus efficace, les centres d'écoute et de conseil qui sont des institutions d'accueil et de prise en charge psychosociale des victimes de violences basées sur le Genre doivent avoir un personnel qualifié. Dans cette optique, un atelier de formation et de renforcement des capacités des responsables des centres d'écoute et de conseil des victimes des Violences Basées sur le Genre se tient à Lomé. Financé par le gouvernement avec l'appui de l'UNFPA et d'autres partenaires, cet atelier a eu lieu du lundi 27 au 31 octobre. C'est Mme Ekoué-Dédé Ahoefa, Ministre de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation qui a présidé personnellement la cérémonie de

lancement. Les centres d'écoute travaillent d'arrache-pied pour apaiser les conflits familiaux tout en veillant au respect de la loi. Ils participent aussi à l'émergence des femmes décideurs en faisant de la connaissance de leurs droits un moyen d'épanouissement et de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre. Cependant, ils sont confrontés à un certain nombre de difficultés dont le manque de personnel qualifié. Pour venir à bout de cette difficulté le ministère de l'action sociale a recruté des psychologues, des sociologues, des agents de promotion sociale qui sont affectés dans des différents centres. Pour la

ministre Ekoué-Dédé cet atelier de formation permettra de donner des compétences nécessaires aux responsables de ces centres. « Je suis convaincue que ces 5 jours de formation vous permettront d'être plus outillés et sensibles aux questions de Violences Bases sur le Genre afin que vous puissiez contribuer de manière plus efficace à l'instauration d'une société juste et équitable, une société sans violences vis-à-vis des femmes et des filles. » a-t-elle dit aux participants avant de les invité à accorder l'intérêt nécessaire aux exposés prévus au programme. Cette formation concerne les responsables des centres d'écoutes de l'Etat et ceux de la GF2D.

L. K.

Expiration du moratoire sur l'utilisation des sachets non biodégradables le 31 octobre L'HABITUDE CEDERA-T-ELLE LA PLACE AU RESPECT DE LA LOI ?

Depuis 2011, le Togo s'est doté d'une loi interdisant la fabrication, l'importation et la commercialisation des sachets plastiques non biodégradables sur toute l'étendue du territoire national. Et Pourtant, plus de deux ans après, la mayonnaise n'a pas pris et le gouvernement a donné un moratoire de deux (02) mois aux récidivistes pour se conformer à cette loi. Ce délai est arrivé à échéance le 31 octobre et le constat est que ces produits abondent encore sur notre marché. Qu'est-ce qui retarde tant l'application effective de cette loi malgré les sanctions prévues? Il faut reconnaître que l'utilisation du plastique est omniprésente dans le quotidien des populations à travers les emballages de produits surtout de première nécessité. L'autre aspect est que, les sachets biodégradables coûtent les yeux de la tête donc ne sont

forcément pas à la portée de toutes les bourses. Il serait alors de bon ton que les autorités subventionnent ces produits, ne serait-ce qu'en allégeant les taxes tout en élevant celles relatives aux produits non biodégradables; tout ceci pour encourager l'utilisation de l'un et décourager celle de l'autre. Pendant ce mois de civisme et de citoyenneté, il serait de bon ton que chacun aille au-delà de la simple décision d'un gouvernement pour voir les conséquences encourues par l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables. Pour rappel, la loi portant interdiction du sachet plastique non biodégradable prévoit une amende de cinq à dix millions de F CFA et une peine d'emprisonnement allant de deux mois à deux ans.

Badjem'na DJAONA (Stagiaire)

Face à la montée en puissance des NTIC UNE MEILLEURE UTILISATION D'INTERNET S'IMPOSE

Aujourd'hui, les nouvelles technologies dominent le monde. Les amis n'échangent plus de numéros de téléphones. Ils échangent plutôt des comptes facebook, skype ou twitter, pour ne citer que ceux là. On serait tenté de croire que le monde profite mieux de cet outil en vogue qu'est internet. Pourtant quand nous faisons un tour sur ce réseau social qui nous permet de rester en contact permanent entre potes via le net, on se rend compte que certains le prennent pour un lieu où on pourrait déverser tout ce qu'on n'a pas la chance de montrer à ses amis de face. Des photos sont publiées montrant des choses indécentes comme des sœurs qui se promènent presque nues, des potes qui versent dans tous les excès, des scènes cruelles et obscènes de violences, de barbarie pour ne citer que ces exemples. Ne pensons-nous qu'il puisse avoir une utilisation plus intelligente de ce réseau social afin que chacun de nous ait vraiment un intérêt à y recourir? Ceci n'est qu'une goutte d'eau dans la mer en ce qui concerne l'utilisation que nous faisons de cette technologie de l'information et de la communication qu'est le

net. En témoignent ces nombreux téléchargements de vidéos ou d'images pornographiques que font certains de nos frères et sœurs lorsqu'ils acceptent aller dépenser des frais dans un cybercafé. Des réseaux comme facebook sont des lieux de rencontres les plus dépravées. Les filles s'offrent gratuitement pour des relations amoureuses sans lendemains et qui tourne la plupart du temps autour de l'argent. Le danger est réel et permanent et l'information qui circule et qui contribue à la formation de la jeunesse. Avec la démission des parents, ces réseaux sociaux sont la plaque tournante d'une éducation qui n'est pas forcément de bonne qualité. Nouvelles technologies d'accord mais une prise de conscience s'impose afin que ces nouveaux outils très accessibles et de plus en plus utilisés par la jeunesse, ne s'écartent du rôle important qu'ils sont portés à jouer dans l'épanouissement de l'humanité. Notre jeunesse doit être suivie et préservée.

Badjem'na DJAONA (Stagiaire)

Préparatifs pour la Coupe de l'Intégration de l'UEMOA ADAM FAZAZI A LA TETE DE LA SELECTION NATIONALE LOCALE

L'entraîneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans (U20) du Togo, Adam Fazazi a été nommé coach de la sélection nationale locale. Cette formation disputera la Coupe de l'Intégration de l'UEMOA, qui se tiendra du 22 au 29 novembre au Togo selon un communiqué de la Fédération togolaise de football (FTF).

L'homme s'est fait remarquer par son travail exemplaire à la tête des u20. Cette fois, le défi est de taille. "Le sélectionneur de l'équipe nationale A, Tchanilé Tchakala a déjà une tâche difficile qui est de qualifier le Togo pour la CAN Maroc 2015. Certes, les débuts ont été difficiles mais le Togo, en battant en aller et retour l'Ouganda s'est relancé pour la qualification. Nous avons encore deux matchs très importants contre la Guinée et le Ghana en novembre.



Nous ne voulons pas prendre de risque et demandons à Tchakala de se consacrer exclusivement à cet objectif qui est l'élément majeur de son contrat", a précisé le président de la FTF, Gabriel Améyi.

Le sélectionneurs des éperviers locaux, Fazazi a moins d'un mois pour mettre en place une sélection locale compétitive pour affronter le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire dans le groupe A du tournoi de l'UEMOA.

Denis GOSSOU (stagiaire)

EBENE RADIO

LE BEST OF DES RADIOS

www.ebene-radio.com

La radio de la diaspora

MONTÉE EN CHARGE DU
GUICHET UNIQUE IMPORT MARITIME
À PARTIR DE **NOVEMBRE 2014**

Votre plateforme dédiée, sécurisée pour simplifier vos opérations d'Import, Export, de Transit et Transbordement

Trafics import : conteneur, dépotage, transfert en MAD,roulier, vrac, conventionnel



*Rejoignez le
Guichet Unique
au port de Lomé*



Pour tout renseignement
(+228) 22 20 69 20 - (+228) 22 23 90 00
support@segucetogo.tg
www.segucetogo.tg



SEGUCE
Rue Gbaga
Quartier Ablogame
LOMÉ - TOGO

**SEGUCE
TOGO**



Société d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur au Togo